

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 04/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPEN

Le Mont Tornu
Billy
14190 Valambray

Références : 2026-204
Code AIOT : 0005302839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement SPEN implanté Le Mont Tornu 14370 Valambray. L'inspection a été annoncée le 06/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations. Outre un contrôle par sondage des prescriptions applicables, elle vise notamment à faire le point sur les suites données aux demandes issues de l'inspection précédente et sur le dossier de travaux de la couverture définitive des alvéoles 5, 6 et 7 du casier 3.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPEN
- Le Mont Tornu 14370 Valambray
- Code AIOT : 0005302839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SPEN, filiale du groupe VEOLIA, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) située sur la commune de Valambray (commune déléguée Billy), autorisée par arrêté préfectoral du 24 mai 2011, pour une capacité annuelle maximale de 80 000 tonnes de déchets non dangereux.

En 2024 et 2025, l'exploitant a procédé à la mise en place de la couverture finale des alvéoles 5, 6 et 7 du casier 3. L'étanchéité des bassins des lixiviats a été vérifiée à l'automne 2025. De plus, après la remise en service des bassins des lixiviats, l'exploitant a effectué un arrêt technique complet d'une dizaine de jours de son unité de traitement des lixiviats pour réaliser un entretien complet. L'alvéole 4 du casier 3 est actuellement en cours d'exploitation.

L'exploitant a pour projet de réaliser les travaux pour pouvoir débiter l'exploitation du casier 4 à l'horizon de février 2027.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Concernant le projet de l'exploitant d'effectuer les travaux en vue de l'ouverture du casier n° 4 qui sera subdivisé en 7 alvéoles, les consultations pour la sélection des entreprises est en cours. Les travaux sont envisagés de juillet à septembre 2026. Il est rappelé à l'exploitant qu'il devra fournir un dossier complet après les travaux et qu'une visite d'inspection est obligatoire en amont de la mise en exploitation du nouveau casier.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Couverture définitive des casiers	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Hauteur de lixiviats dans les casiers & registre de suivi	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.3.2, 9.3.3.1 & 10.3.2	/	Sans objet
2	Pré-traitement des eaux de ruissellement interne	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 4.3.9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.6.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Unité de traitement des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 2.4.6, 8.5.2, 8.5.3 et 8.5.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection portait sur des suites administratives liées à la précédente visite d'inspection, la mise en place de la couverture définitive des alvéoles 5, 6 et 7 du casier 3 et l'unité de traitement des lixiviats.

Le respect des hauteurs des lixiviats constitue un point de vigilance depuis la mise en demeure de 2024. Depuis la précédente visite en avril 2025, l'exploitant dispose de deux pompes de rechange, effectue des relevés désormais hebdomadaires des hauteurs de lixiviats dans les casiers et a fait évoluer son logiciel de suivi des hauteurs de lixiviats.

Concernant la ressource en eau en cas d'incendie, depuis la précédente visite, l'exploitant a procédé au retrait des algues filamenteuses qui s'étaient développées de façon importante dans les deux bassins constituant la réserve d'eau et qui n'étaient pas compatibles avec un pompage dans les bassins. Les causes du développement de ces algues n'ayant pas été identifiées, l'exploitant doit rester vigilant et tracer par écrit sa surveillance visuelle.

Par ailleurs, la couverture définitive des alvéoles 5, 6 et 7 du casier 3 a été effectuée. Le mémoire descriptif post-travaux transmis en décembre 2025 au service de l'inspection doit être complété pour justifier le respect des normes et des recommandations. La couche drainante doit notamment être décrite.

La nouvelle unité de traitement des lixiviats consiste en un traitement par évapo-concentration et a fait l'objet d'un dépôt de dossier de demande de modifications des installations. L'unité est encore en phase de réglages pour atteindre progressivement sa capacité nominale. L'exploitant doit s'assurer qu'il dispose des rétentions nécessaires pour contenir les produits dangereux et déchets dangereux en cas de rupture de contenants ou de fuites.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Hauteur de lixiviats dans les casiers & registre de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 9.3.2, 9.3.3.1 & 10.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur de lixiviats dans les casiers & registre de suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté préfectoral du 24/05/2011 <u>Article 9.3.2</u> [...] En fond de casier, la barrière de sécurité active est constituée, [...] d'une couche drainante, d'épaisseur supérieure ou égale à 0,5 mètre [...]</p> <p><u>Article 9.3.3.1</u> L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu pour limiter la charge hydraulique de préférence à 30 centimètres, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante, mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier et de façon à permettre l'entretien et l'inspection des drains.[...] L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que le relevage des lixiviats soit assuré en toutes circonstances. A ce titre, il doit s'assurer du bon dimensionnement des pompes de relevage, disposer sur le site d'une pompe de relevage de secours, équiper les postes de reprise général des lixiviats de deux pompes de relevage afin de faire face à une défaillance éventuelle, disposer sur le site d'un groupe électrogène afin de faire face à une rupture de courant prolongée. Des détecteurs de niveau sont installés dans chacun des puits de relevage, avec déclenchement automatique du pompage de manière à ce que la hauteur de lixiviats ne dépasse pas 30 cm. En complément, un détecteur de sécurité est mis en place afin de prévenir le personnel d'exploitation d'un dysfonctionnement.</p> <p><u>Article 10.3.2</u> [...] Tous les mois :- Une mesure de la charge hydraulique en fond de casier, au niveau des puits mixtes (biogaz et lixiviats) ainsi qu'au niveau du poste de relèvement. Les relevés sont consignés dans un registre.[...]</p> <p>Arrêté ministériel du 15/05/2016 <u>Article 22-II</u> L'exploitant tient également à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois : - le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent ; - la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte ; - les quantités d'effluents rejetés ; - dans le cas d'une collecte non gravitaire des lixiviats, l'exploitant relève une fois par mois les volumes de lixiviats pompés. Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>Depuis la précédente visite, l'exploitant a mis en place un relevé hebdomadaire et non plus mensuel des hauteurs des lixiviats dans les casiers afin de suivre plus précisément les fluctuations des hauteurs de lixiviats et pouvoir intervenir plus rapidement. En effet, les hauteurs dans les casiers ne doivent pas dépasser les 50 cm.</p> <p>De plus, l'exploitant a fait évoluer son logiciel qui lui permet d'enregistrer les relevés comme demandé lors de la précédente visite. Désormais, le jour précis des relevés est mentionné ainsi qu'une fonctionnalité permettant d'ajouter des commentaires (pompe en panne, présence de blob, pompe à l'arrêt en raison de la vérification de l'étanchéité des bassins des lixiviats, sonde défectueuse...).</p>

D'avril 2025 à mars 2026, 4 dépassements de seuils ont été constatés sur le casier 1 BILLY 2. La situation est revenue à la normale en moins d'une semaine suite à des opérations correctives menées par l'exploitant (par exemple : changement ou nettoyage de pompe). Ces relevés hebdomadaires permettent à l'exploitant d'intervenir rapidement et d'avoir un meilleur suivi.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1.1) Si l'exploitant constate des dépassements de seuil des hauteurs de lixiviats, il est invité à effectuer un nouveau relevé dans les 48h à 72h pour vérifier si les actions correctives mises en œuvre (par exemple changement de sonde, nettoyage de pompe....) ont été efficaces. Ce nouveau relevé est à mentionner dans le registre ou autre tableau de suivi si le logiciel ne permet pas d'insérer de dates supplémentaires.

1.2) En cas d'aggravation ou d'un non-retour à la normale des hauteurs de lixiviats lors du relevé hebdomadaire suivant, l'inspection des installations classées en sera informée et l'exploitant mettra tout en œuvre pour un retour à la normale.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Pré-traitement des eaux de ruissellement interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 4.3.9

Thème(s) : Risques chroniques, Pré-traitement des eaux de ruissellement interne

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 25/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2025

Prescription contrôlée :

[...] Les eaux transitent avant rejet par des séparateurs à hydrocarbure [...].

A cet effet, le site est équipé de cinq séparateurs à hydrocarbure, correctement dimensionnés et entretenus affectés :

- aux eaux de ruissellement issues de l'aire d'implantation de la station de distribution de carburant ;
- aux eaux de ruissellement issues de l'aire d'accueil et des pistes de circulation internes de la zone Centre ;
- aux eaux de ruissellement issues d'une partie de la piste de la zone réaménagée de « Billy 1 » ;
- aux eaux de ruissellement issues d'une partie de la piste de la zone réaménagée de « Billy 1 » ;
- aux eaux de ruissellement issues des pistes de circulation internes de la zone Sud.

Les séparateurs à hydrocarbure sont dimensionnés afin de répondre aux volumes d'eaux collectés de la surface considérée et de l'événement pluvieux décennal le plus critique de la région.

Ces installations doivent être fréquemment visitées, maintenues en permanence en bon état de fonctionnement et débarrassées aussi souvent que nécessaire des boues et des huiles retenues qui doivent être éliminées conformément aux prescriptions du titre 5 du présent arrêté.

Constats :

<p>Lors de la précédente visite, l'exploitant n'avait pas été en mesure d'indiquer le positionnement de ses débourbeurs-séparateurs à hydrocarbures ni de fournir de justificatifs d'entretien.</p> <p>A l'issue de cette visite, l'exploitant a positionné sur un plan les 5 débourbeurs-séparateurs à hydrocarbures et a fait intervenir un prestataire pour leur entretien. Deux bordereaux de suivi des déchets ont été établis, l'un pour les eaux hydrocarburées (13 05 07*), le deuxième pour les boues hydrocarburées (13 05 02*). Il n'est pas fait mention de la destination prévue des déchets. Après vérification, à l'issue de la visite, le prestataire de vidange qui est intervenu est exonéré par arrêté préfectoral en date du 25/04/2023 de l'obligation de traçabilité pour les déchets ayant subi une séparation de phase après regroupement ou un regroupement en cuve, ne permettant plus de relier déchets entrants et déchets sortants, compris dans la liste figurant en annexe 2 de l'arrêté concerné. Les déchets dont le code nomenclature sont les 13 05 07*et 13 05 02* figurent dans l'annexe 2 susmentionnée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 8.6.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Bassins de réserve incendie & réserve de matériaux inertes</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 8.9.2</u></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve d'eau constituée au minimum de 1 350 m3 par l'intermédiaire du bassin de stockage des eaux de ruissellement interne, dit « bassin A » implanté à l'Est du site, à proximité des zones de stockage Centre et Sud. <p>[...] Ce bassin fait l'objet d'un entretien régulier de façon à éviter la présence d'impureté [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - des réserves de matériaux inertes convenablement réparties et en quantité adaptées au risque à proximité de la zone de stockage en cours d'exploitation, sans être inférieure à 500 m3.[...]
<p>Constats :</p> <p>Depuis la précédente visite, l'exploitant a procédé au retrait des algues filamenteuses qui s'étaient développées de façon importante dans les deux bassins constituant la réserve d'eau en cas d'incendie.</p> <p>Le SDIS avait confirmé qu'il y avait un risque de bouchage des crépines en cas de pompage à cause des algues. Le plus grand bassin a été nettoyé manuellement par 3 agents à l'aide d'une</p>

<p>barque pendant une quinzaine de jours au cours de l'été 2025. L'exploitant ne voulait pas vider son bassin pour conserver sa défense incendie d'où ce nettoyage manuel. Concernant le bassin pluvial servant de réserve incendie à proximité des bassins des lixiviats, l'exploitant avait procédé à un vidage et nettoyage complet de ce bassin.</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place de plan d'action spécifique et n'est pas parvenu à identifier les causes de cette prolifération d'algues dans les deux bassins. Il procède à un contrôle visuel régulier des bassins mais ne trace pas cette surveillance.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les algues filamenteuses avaient été retirées dans les deux bassins.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>3.1) Les causes du développement de ces algues n'ayant pas été identifiées, l'exploitant doit rester vigilant et tracer, au moins mensuellement, par écrit sa surveillance visuelle.</p> <p>3.2) En cas de nouvelles prolifération d'algues, l'exploitant doit procéder rapidement à leur retrait des bassins et le cas échéant mettre en œuvre des solutions pour limiter cette prolifération.</p> <p>3.3) En cas de développement d'algues très rapide et massif qui pourrait entraver momentanément le pompage d'eau en cas d'incendie, le SDIS en sera informé par l'exploitant sans délai ainsi que l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Couverture définitive des casiers

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Couverture temporaire des casiers</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 25/04/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 26/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale. Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant transmet au préfet le programme des travaux de réaménagement final de cette zone. Le préfet notifie à l'exploitant son accord pour l'exécution des travaux, ou le cas échéant, impose des prescriptions complémentaires.</p> <p>La couverture finale est composée, du bas vers le haut de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une couche d'étanchéité ; - une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou de géosynthétiques ; - une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre. <p>L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de</p>

l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Ce programme, valable pour l'ensemble des futures surfaces à couvrir, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant pour la détermination de ce coefficient de perméabilité et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. Il est transmis à l'inspection des installations classées, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de mise en place de la couverture finale. Si la couche d'étanchéité est une géomembrane, l'exploitant justifie de la mise en œuvre de bonnes pratiques en termes de pose pour assurer son efficacité. Pour chaque casier, les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées trois mois après la mise en place de la couche d'étanchéité.

Les travaux de revégétalisation sont engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale, selon les modalités décrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation. La flore utilisée est autochtone et non envahissante, elle permet de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité, notamment avec un enracinement compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de revêtement et l'usage futur du site.

Les dispositions du présent article peuvent être adaptées par l'arrêté préfectoral d'autorisation si l'exploitant en fait la demande et démontre l'équivalence des dispositions qu'il prévoit. Toutefois :

- la somme de l'épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de celle de la couche de terre de revêtement ne peut être inférieure à 0,8 mètre ;
- pour les talus dont la pente excède 14 %, une telle adaptation est conditionnée à la présence d'une couche de drainage constituée de géosynthétiques et à la réalisation d'une étude de stabilité, l'épaisseur finale de la couche de terre de revêtement supérieure ne pouvant être inférieure à 0,5 mètre.

Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés.

Constats :

Les travaux de couverture définitive des alvéoles 5, 6 et 7 du casier 3 ont été réalisés en 2024 et 2025. L'exploitant a fourni en décembre 2025 un mémoire descriptif des travaux de couverture.

L'exploitant a expliqué qu'un régalage des profils avait été effectué ainsi que la mise en place d'une couche support (environ 20 cm de refus de criblage). Ensuite, une couche d'étanchéité de 50 cm de limons argileux compacté avec une perméabilité de 1.10^{-7} a été réalisée, elle est recouverte d'un géocomposite de drainage. Une bavette en PEHD d'environ 7 mètres de large soudée à celle des talus a été mise en place pour capter les biogaz. Enfin, une couche de recouvrement composée de 70 cm de terre limoneux-calcaire et de 30 cm de terre végétale recouvre les alvéoles et a été engazonnée. L'exploitant a indiqué qu'il a mis en place le même type de couverture pour le casier 2 et les alvéoles 1, 2 et 3 du casier 3. Seul le casier Billy I a été recouvert selon les prescriptions de l'article 9.3.5 de l'arrêté préfectoral du 24/05/2011.

Concernant la couverture du casier 2 et des alvéoles 1, 2 et 3 du casier 3, l'exploitant avait bien informé l'inspection des installations classées qu'il prenait en compte les prescriptions de l'arrêté

ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux et non pas celles de son arrêté préfectoral du 24/05/2011 étant donné que les prescriptions relatives à la couverture finale des casiers sont plus prescriptives que celles de son arrêté préfectoral. En effet, l'arrêté préfectoral prévoyait seulement une couverture semi-perméable.

L'exploitant a mis en place les dispositions de construction suivantes pour la couverture des casiers 2 et 3 :

- une couche d'étanchéité de 50 cm d'épaisseur minimum et de perméabilité inférieure à 1.10^{-7} m/s,
- une couche de drainage en géosynthétique avec l'équivalence d'une couche de matériaux drainants sur 50 cm et une perméabilité au moins supérieure à $1.0E-04$ m/s,
- une couche de 80 cm minimum de terre de recouvrement.

L'inspection des installations classées ne formule pas d'objection à la mise en œuvre des couvertures finales telles que définies ci-dessus, respectant les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 précité. La modification des prescriptions de couverture finale fera l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire à première opportunité.

Concernant les alvéoles 5, 6 et 7 du casier 3, il a été rappelé à l'exploitant qu'un dossier amont avec le programme des travaux aurait dû être fourni 9 mois avant les travaux selon l'article 35 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 précité ainsi que le programme d'échantillonnage et d'analyses 3 mois avant l'engagement des travaux. Le programme d'échantillonnage qui avait été fourni par l'exploitant concernait uniquement les alvéoles 1, 2 et 3 du casier 3. Dans tous les cas et selon le calendrier prévu par l'arrêté ministériel du 15/02/2016, l'exploitant aurait dû au minimum informer l'inspection des installations classées en transmettant le programme des travaux et d'échantillonnage pour les alvéoles 5, 6 et 7 du casier 3 ou en faisant référence éventuellement à un document précédemment transmis.

Le mémoire technique fourni en décembre 2025 par l'exploitant à l'issue des travaux de couverture des alvéoles 5, 6 et 7 du casier 3 de Billy II ne permet pas de statuer sur la conformité ou la non conformité de la couverture mise en place. L'exploitant doit compléter son dossier. En effet, la couche drainante n'est pas décrite. La fiche technique et la note d'équivalence ne sont pas fournies. La justification du respect des recommandations du BRGM en ce qui concerne la vérification de la perméabilité des matériaux mis en place n'est pas abordée. Par ailleurs, la norme choisie (NFX 30-418) pour réaliser les tests de perméabilité verticale n'est pas adaptée au regard des niveaux de perméabilités visés. Par ailleurs, aucun contrôle de la perméabilité horizontale ne semble avoir été réalisé.

Le plan topographique daté du 20/02/2026 fourni comporte des incohérences, notamment :

- la subdivision 5 du casier 3 est en rose et non pas en vert, le rose correspondant à la zone en exploitation. Or, la subdivision 5 devait faire partie des travaux de recouvrement,
- les cotes altimétriques de la subdivision 5 du casier 3 sont inférieures aux cotes des subdivisions 6 et 7 du casier 3, ce qui peut laisser penser que la couverture finale de la subdivision 5 du casier 3 n'a pas été effectuée (jusqu'à 6 mètres de dénivelé entre la subdivision 5 et la subdivision 6).

Le plan des réseaux des biogaz n'a pas été fourni. De plus, la cartographie des émissions diffuses post-travaux est également à transmettre à l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>4.1) L'exploitant doit compléter et transmettre à l'inspection des installations classées son mémoire descriptif des travaux de couverture, notamment en décrivant la couche drainante, en fournissant sa fiche technique et son équivalence, justifier du respect des recommandations du BRGM et du choix des normes pour les essais de perméabilité.</p> <p>4.2) L'exploitant doit transmettre un plan topographique mis à jour (zones couvertes, zones en exploitation, cotes altimétriques cohérentes...)</p> <p>4.3) La cartographies des émissions diffuses post-travaux de couverture finale est à transmettre à l'inspection des installations classées.</p> <p>4.4) Il est demandé à l'exploitant de transmettre le plan des réseaux de biogaz notamment au niveau des alvéoles 5, 6 et 7 du casier 3.</p> <p>4.5) Pour les futurs travaux de couverture finale, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le programme des travaux et le programme d'échantillonnage selon le calendrier prévu à l'arrêté ministériel du 15/02/2016.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Unité de traitement des lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2011, article 2.4.6, 8.5.2, 8.5.3 et 8.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Unité de traitement des lixiviats
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 2.4.6</u> [...] Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectuées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles et des eaux de ruissellement.</p> <p><u>Article 8.5.2</u> Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 litres portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. [...]</p> <p><u>ARTICLE 8.5.3 - Rétentions</u> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art. Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir, résistent à l'action physique et chimique des fluides et peuvent être contrôlées à tout moment. Il en est de même pour leur</p>

éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Article 8.5.7 - Transports, chargements, déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernens sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. [...] Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération de fuites éventuelles. [...]

Constats :

La nouvelle unité de traitement des lixiviats a été mise en fonctionnement en 2023 (semaine 21). Auparavant, ils étaient traités par des modules "Nucléos". Désormais, il s'agit d'un traitement par évapo-concentration.

L'exploitant a fourni en juillet 2024 un rapport à connaissance des modifications de la stratégie, de la capacité de traitement et de l'origine des effluents aqueux qui a fait l'objet d'échanges et de compléments suite à son examen par l'inspection des installations classées. Des prescriptions complémentaires seront proposées en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement.

La visite a permis de mieux appréhender le fonctionnement de cet équipement et les principales étapes du traitement :

1. Abattement de l'H₂S dans le biogaz par charbon actif (2 cuves), puis surpression du biogaz pour l'alimentation des 2 chaudières (dont l'ancienne qui servait pour les nucléos)
2. Réchauffage des lixiviats dans le bassin des lixiviats N°1 à l'aide d'un échangeur
3. Pompage en surface des lixiviats
4. Acidification des lixiviats dans une cuve à l'aide d'acide citrique (acide conditionné dans une autre cuve)
5. Chauffage des lixiviats au niveau des échangeurs et évaporation sous vide (-850 mbar) de la fraction "eau" grâce à 3 échangeurs avec nettoyage automatique des échangeurs toutes les 6 heures à partir de la solution stockée au niveau de la NEP (utilisation soit de soude, soit d'acide)
6. Stockage en cuve des superconcentrats issus de l'évaporateur avant orientation vers un centre externe d'incinération de déchets dangereux (évacuation en camion citerne d'environ 28 m³ toutes les 6 semaines)
7. Refroidissement au niveau de la tour aéroréfrigérante (TAR) de la vapeur d'eau issue de

- l'évaporateur avec obtention de condensats (l'eau condensée est stockée dans 2 cuves)
8. Purification des condensats par osmose inverse sur deux niveaux et obtention de perméats
 9. Stockage des perméats dans une cuve de 10 000 litres (utilisation des perméats pour le lavage des réseaux de l'unité de traitement des lixiviats)

L'installation fonctionne 7 jours/7 et 24h/24. Elle dispose d'une supervision à distance avec envoi de courriel en cas de défauts. En cas de soucis, l'exploitant a indiqué que l'installation se coupe automatiquement pour une mise en sécurité. Le biogaz produit dans les casiers est utilisé pour le fonctionnement de l'unité de traitement des lixiviats. En cas d'arrêt, le site ne disposant pas de torchère, les biogaz sont gérés par un aérosec.

L'installation nécessite l'utilisation d'acide citrique, de soude, de biocide, de biodispersant et d'antimousse.

L'unité de traitement dispose d'un mini laboratoire de supervision permettant de suivre le fonctionnement de l'installation.

L'exploitant a indiqué que les différentes cuves présentes sur l'installation de traitement des lixiviats sont en double paroi. Néanmoins, l'inspection des installations classées s'interroge sur le confinement des différents produits et déchets liquides (superconcentrats, acide citrique, soude...) en cas de rupture ou de fuite notamment au niveau des tuyaux de remplissage ou de vidage. Notamment, la bouche de vidage ainsi qu'une trappe (type trou d'homme) se trouve en partie basse de la cuve. Certes, pendant le remplissage (en acide, soude...) ou le vidage de la cuve de superconcentrats, l'exploitant a précisé que des rétentions souples sont mises en place. Néanmoins, concernant la mise en place d'une rétention souple au niveau de tuyau de vidage de la cuve de superconcentrats (tuyau se trouvant à quelques centimètres du sol et dont les pattes de fixation au sol sont très proches de la sortie du tuyau), cette rétention souple pourrait manquer d'efficacité et engendrer un écoulement important de déchets dangereux. De plus, en cas de rupture ou de fuite des cuves en dehors de ces opérations de livraison ou d'évacuation, l'exploitant doit s'assurer qu'il est mesure de confiner les produits et déchets dangereux.

Par ailleurs, la signalétique sur les différentes cuves semble insuffisante, notamment en cas d'intervention de personnes extérieures, notamment les pompiers pour permettre d'identifier rapidement les stockages des produits et déchets dangereux. Notamment, la cuve de 30 m³ de stockage des superconcentrats ne disposait pas d'une signalétique.

Un arrêté technique complet a été réalisé à l'automne 2025 pour vérification et entretien de l'unité de traitement des lixiviats.

La totalité des lixiviats produits sur l'ISDND de Valambray est traité *in situ* (sauf 1 126 tonnes qui ont été orientées à l'automne 2025 lors du vidage complet des bassins des lixiviats pour vérification périodique de leur étanchéité).

Actuellement, environ 600 à 700 m³ de lixiviats sont traités mensuellement. En 2025, 7 197 m³ ont été traités par cette unité de traitement. Des lixiviats en provenance de l'ISDND de Livry (en post-exploitation) sont également traités (de décembre 2025 à février 2026 : 4160 tonnes). L'installation est encore en phase de réglages. A terme, l'installation pourrait traiter jusqu'à 1 000 m³/mois maximum de lixiviats selon l'exploitant. A ce jour, l'installation ne traite pas de jus de compostage en provenance de la plate-forme de compostage adjacente (une canalisation existe entre le bassin de collecte des jus de la plate-forme de compostage et l'unité de traitement par évapoconcentration).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

5.1) Il est demandé à l'exploitant de vérifier que les stockages de produits et de déchets sont bien sécurisés au niveau de l'installation de traitement des lixiviats de manière à garantir qu'aucun écoulement ne puisse se produire en dehors de la zone étanche en cas de rupture ou de fuite de

contenants ainsi que pendant les livraisons de produits dangereux et les remplissages en superconcentrats de camions citernes.

5.2) Il est demandé à l'exploitant de s'assurer que l'étiquetage des produits dangereux et déchets dangereux stockés dans des récipients d'un volume supérieur à 800 litres sur l'unité de traitement des lixiviats est bien lisible et porte la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Type de suites proposées : Sans suite